

Discours de Madame Catherine Samba-Panza
Présidente de la République Centrafricaine, Chef d'Etat de la
Transition à l'Organisation de Coopération et de Développement
Economiques (OCDE)
Forum Mondial sur la Gouvernance Publique
Du 2 au 4 Avril 2014

Monsieur Angel Gurría, Secrétaire Général de l'OCDE,
Distingués invités en vos rangs et qualités,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais avant toute chose remercier très chaleureusement l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), et plus particulièrement Monsieur Angel Gurría, son Secrétaire Générale pour son aimable invitation qui me touche profondément et qui me donne l'opportunité de partager avec vous ce grand moment d'échanges à un haut niveau international, je dirai prestigieux dans cet espace institutionnel de l'OCDE où se construisent les plus grandes décisions de notre monde d'aujourd'hui.

Permettez moi ensuite de m'acquitter d'un devoir, celui de m'excuser auprès de toutes les organisations des femmes qui ont bien voulu me convier à présider différentes réunions dans le cadre des festivités de la journée du 8 mars 2014. Mon emploi du temps, contraint par les urgences nationales m'a tenu loin de ces initiatives que je partage et soutiens. Ce n'est que partie remise, nous aurons l'occasion de nous retrouver à d'autres occasions.

Ceci étant dit, le sujet de la gouvernance publique est en soi un thème d'une importance capitale, tant elle touche directement à la vie de l'humanité et conditionne les grands

équilibres de notre intérêt commun dans un monde de plus en plus global mais qui doit demeurer soutenable dans l'intérêt des peuples et des générations à venir.

Ce monde divers est composé aujourd'hui majoritairement de pays en voie de développement, de pays émergents et surtout de pays développés, œuvres et résultats d'une bonne gouvernance leur ayant permis de devenir leaders dans la gestion de la Responsabilité internationale des Nations.

Les pays de l'OCDE font partie en effet du cercle prestigieux de leaders les plus nombreux, dont la puissance économique, industrielle, diplomatique s'est affirmée grâce là aussi à une bonne gouvernance instaurée de longue date dans le paysage institutionnel, social, économique et culturel. Cet ensemble cohérent offre un cadre de vie très satisfaisant et performant pour les populations.

La culture de responsabilité sociale, politique, économique et citoyenne dont les hommes mais surtout les femmes sont porteurs au sein de l'OCDE constitue une grande chance pour le développement, la coexistence pacifique et harmonieuse entre hommes et femmes d'horizons et sphères différents.

On mesure bien aujourd'hui l'impact positif de la place importante des femmes dans tous les secteurs de la vie professionnelle, politique, économique, culturelle dans les pays développés. Même si des progrès restent à faire, les fondations sont bien là, visibles, mesurables en termes d'éducation, de formation, de participation à la vie sociale.

A cet égard, la loi sur la parité en politique en France a permis aujourd'hui une promotion saluée du leadership politique dans le pays.

Aux dernières municipales, la capitale de la France, Paris a connu un duel politique féminin entre Madame Nathalie Kosciusko Morizet et Madame Anne Hidalgo sortie

vainqueur de ces élections. A Lille une autre grande figure féminine de la politique française, Madame Martine Aubry, dirige une grande métropole.

Le gouvernement de la France vient d'opter pour la parité égale, parfaite et équilibrée. Ce sont des perspectives qui nous réjouissent et nous encouragent à l'effort dans tous les secteurs possibles de promotion du leadership féminin.

En participant aux festivités de la journée du 8 mars 2014 à Bangui, j'ai précisé ma vision du rôle de la femme centrafricaine dans le leadership dans la vie publique en vue de la reconstruction nationale. Je peux vous dire que j'ai 7 femmes sur 20 membres du gouvernement et bien d'autres dans mon cabinet à la Présidence. Je veille par ailleurs à leur représentativité à la primature et dans tous les grands corps de l'Etat dans le cadre de la transition que je préside.

Je veille aussi à ce que les prochaines nominations dans les fonctions importantes du pays soient l'occasion de respecter la parité dans le leadership dans la vie publique.

En ce qui concerne les pays développés, la preuve est faite à suffisance que ces sociétés atteignent aujourd'hui un niveau élevé de promotion du leadership féminin.

Il conviendra tout de même de rester attentifs ensemble à ce que ces exemples ne masquent une situation inégalitaire dans les couches les plus fragiles de la société, notamment au sein des minorités sociales. La crise économique qui sévit depuis 2008 a mis en évidence cette situation marquée par la discrimination sociale, notamment dans l'accès à l'emploi ou au logement. Ces phénomènes ont renforcé certaines cultures de régression des droits des femmes migrantes. A cet égard, on peut mentionner la difficulté des Cadres féminins diplômés d'origine étrangère pourtant formés dans les pays développés mais qui peinent à trouver un poste de travail à la hauteur de leur qualification.

Elles se voient bien souvent contraintes de baisser leur prétention pour se rabattre sur des métiers peu qualifiés. Je ne doute pas que l'OCDE pourra dans la poursuite de ce

type de réflexions porter également des interrogations adéquates sur le phénomène dit du plafond de verre qui touchent les femmes en général et les femmes migrantes essentiellement celles en provenance du continent africain.

J'ai surtout apprécié que tous les aspects les plus importants de la question du leadership féminin dans la vie publique aient été abordés à l'occasion de ce forum qui s'achève et dont je me sens très honorée de participer à la clôture. Cela me permet de rattraper un peu la quintessence des échanges que malheureusement mon agenda de Chef d'Etat de transition ne m'a pas laissé le temps de suivre en totalité.

Je reviens du mini sommet de Bruxelles consacré à la République centrafricaine en marge du Sommet Afrique-Union Européenne. Je saisis cette occasion pour remercier en mon nom propre et à celui du peuple Centrafricain tous les partenaires pour toute l'écoute et tout le soutien dont nous avons été l'objet, notamment les Nations Unies, l'Union Européenne, la France, l'Union Africaine, la CEEAC et tous les autres pays membres des deux espaces qui construisent ensemble des liens forts de fraternité, d'amitié pour relever les défis d'avenir de la République Centrafricaine.

Je serai incomplète si je ne prenais pas un moment précieux de votre temps pour appeler au plaidoyer en faveur de la femme centrafricaine, celle qui aujourd'hui souffre de la situation de la crise la plus grave de son histoire. Les femmes de mon pays sont victimes d'une situation dont elles espèrent une sortie rapide. Je ne ménagerai aucun effort pour que la justice et la dignité leur soient rendues ainsi qu'une vie décente dans laquelle elles pourront reprendre le cours de leur vie et bâtir un avenir prospère. Mais les défis sont si grands, tant les urgences sont partout dans tous les secteurs de base à commencer par la sécurité, la santé, l'éducation.

La destruction totale de l'administration et du tissu économique et social depuis plus d'un an maintenant met l'Etat que j'ai la difficile tâche de diriger en grande difficulté d'améliorer le sort des femmes le plus rapidement possible.

En la matière, et comme vous le savez mieux que quiconque, si j'avais le malheur de ne pas permettre au pays de sortir de cette crise par le haut, c'est-à-dire ramener la sécurité, impulser le relèvement économique, organiser des élections transparentes démocratiques et réussies, rendre aux Centrafricains un pays en état de marche, je parie déjà que vous entendrez qu'elle n'a pas été à la hauteur parce qu'elle est une femme.

J'en profite pour rester dans le registre de ces amabilités pour souligner simplement que je suis arrivée modestement comme femme, choisie par les hommes et les femmes du Parlement de transition le 20 janvier 2014, après 54 de gouvernance dont les hommes n'ont jamais été mis en cause parce qu'ils auraient mal gouverné le pays à cause de leur statut masculin.

Je préfère vous prendre à témoin ici et vous lancer ce plaidoyer pour m'aider à réussir la transition en Centrafrique en vous assurant, qu'en tant que femme, je ne m'incrusterai pas au sommet de l'Etat. Vous aurez compris que la femme n'a pas une autre ambition que de servir en général la société ou son pays comme c'est le cas pour moi aujourd'hui.

Arrivée au pouvoir, dans un pays fragile dont l'avenir immédiat est contrarié par des contraintes de taille à commencer par l'insécurité, une situation humanitaire préoccupante, le risque division entre différentes composantes sociales, avec l'hypothèque que cette situation fait peser sur son devenir en tant que nation, une indivisible, laïque, j'ai la ferme détermination d'assurer un leadership féminin conséquent au sommet de l'Etat, afin de conduire une transition inclusive, apaisée et bénéfique à mon pays.

Je terminerai en vous remerciant très chaleureusement de votre attention tout en vous réitérant mon appel à l'aide multiforme que vous pourriez apporter aux femmes de la République Centrafricaine qui ont plus que jamais besoin de vous, de votre solidarité pour asseoir leur autonomisation et leur redonner ainsi leur dignité et la joie de vivre.

Le leadership des femmes centrafricaines dans la vie publique pourra ainsi devenir une réalité.

Je vous remercie.